

Accord professionnel

SCIERIES AGRICOLES ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES

**SECTION PARITAIRE PROFESSIONNELLE AU SEIN DE L'OPÉRATEUR
DE COMPÉTENCES**

Accord du 4 juillet 2019

relatif à la création d'une section paritaire professionnelle
au sein de l'opérateur de compétences

NOR : AGRS2097022M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération nationale du bois,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération générale de l'agro-alimentaire FGA CFTD ;

**Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des
tabacs et allumettes, des services annexes FGTA FO ;**

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;

Syndicat national des cadres d'exploitations agricoles CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux de la branche des scieries agricoles et des exploitations forestières prennent acte :

- de l'accord du 14 mars 2019 portant création de l'opérateur de compétences « entreprises et salariés des services à forte intensité de main-d'œuvre » ;
- du contenu de l'arrêté du 29 mars 2019 portant agrément de l'opérateur de compétences « entreprises et salariés des services à forte intensité de main-d'œuvre » pour les secteurs des scieries agricoles et des exploitations forestières.

Exprimant une volonté commune de poursuivre une politique de développement de la formation professionnelle et de l'insertion au bénéfice des entreprises et des salariés dans les secteurs des scieries agricoles et des exploitations forestières les parties signataires conviennent des dispositions qui suivent.

Article 1^{er} | *Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux salariés et employeurs des exploitations forestières et des scieries agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-3 du code rural, représentés par la fédération nationale du bois (à l'exception des salariés des entrepreneurs de travaux forestiers) et notamment ainsi référencés :

	Référence NAPE	Référence NAFE
Exploitations forestières	0220	020 B
Scieries agricoles	4801	201 A

Ces entreprises sont référencées sous les codes accident du travail 330 et 340 auprès de la mutualité sociale agricole.

Article 2 | *Création d'une section paritaire professionnelle*

Les partenaires sociaux de la branche des scieries agricoles et des exploitations forestières, ayant pris acte du contenu de l'arrêté d'agrément du 29 mars 2019, ont estimé nécessaire de se rapprocher de l'OPCO compétent de la branche afin de pouvoir piloter et suivre les modalités de mise en œuvre de la politique de formation professionnelle du secteur.

Dans ce cadre, et afin de pouvoir participer aux instances de gouvernance du nouvel OPCO, les partenaires sociaux de la branche ont décidé de demander la création au sein de l'opérateur de compétences « entreprises et salariés des services à forte intensité de main-d'œuvre » d'une section paritaire professionnelle spécifique pour les scieries agricoles et les exploitations forestières.

Article 3 | *Missions*

Il est rappelé que cet OPCO aura notamment pour mission :

- de gérer les contributions au titre de la formation professionnelle des salariés des secteurs des scieries agricoles et des exploitations forestières ;
- de développer les contrats d'apprentissage dont les contrats d'apprentissage auprès de l'ensemble des entreprises et en assurer le financement selon les niveaux de prise en charge fixés par la branche ;
- de financer les dispositifs agréés répondant aux besoins de formation de ses entreprises ;
- d'apporter les services utiles et nécessaires au meilleur développement des compétences au sein de notre branche professionnelle ;
- d'assurer un service de proximité au bénéfice des entreprises et plus particulièrement des TPE/PME permettant d'informer les entreprises, de faciliter l'accès de leurs salariés à la formation, d'accompagner et de conseiller les entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle ;
- de développer et promouvoir toutes modalités de formation auprès des entreprises telles que la formation ouverte ou à distance en situation de travail ;
- d'apporter un appui technique à la branche pour établir la gestion prévisionnelle+ des emplois et des compétences, et pour déterminer les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage et de professionnalisation ;
- d'assurer un appui technique à la branche pour ses missions relatives à la certification et à la définition des parcours de formation ;
- d'assurer une représentation et développer des partenariats auprès des instances régionales, nationales et européennes compétentes en matière d'emploi et formation.

Article 4 | *Section paritaire professionnelle (SPP)*

Afin d'assurer la déclinaison et le suivi de la politique de formation professionnelle de la branche ainsi que les conditions d'application des accords paritaires conclus, les partenaires sociaux ont examiné l'opportunité de disposer d'une section paritaire professionnelle (SPP) spécifique.

À cet égard, ils confirment leur volonté de créer une section paritaire professionnelle dédiée aux secteurs des scieries agricoles et des exploitations forestières au sein de l'opérateur de compétences « entreprises et salariés des services à forte intensité de main-d'œuvre ».

Conformément aux dispositions des statuts de l'OPCO, les partenaires sociaux, signataires du présent accord, désignent leurs représentants à la SPP.

4.1. Composition et fonctionnement de la SPP

La SPP est organisée en 2 collèges :

- un collège des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau de la branche et signataires du présent accord ;
- un collège des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche et signataires du présent accord.

Chaque organisation représentative syndicale ou professionnelle signataire du présent accord pourra désigner un représentant à la SPP.

Chaque organisation signataire du présent accord communiquera le nom de son représentant à l'OPCO, ainsi qu'à la fédération nationale du bois.

Ces membres sont désignés pour une durée de 2 ans.

Elles se réunissent au moins 2 fois par an et au moment de l'élaboration budgétaire et du suivi des engagements à mi-année.

4.2. Missions

La SPP a notamment pour missions :

- de piloter, gérer et suivre la mise en œuvre des dispositifs de la branche ;
- de proposer les critères de prise en charge au conseil d'administration ;
- d'assurer la mise en œuvre et le suivi des décisions de la CPNE ;
- de piloter les ingénieries conçues et déployées pour le secteur en lien avec les spécificités de la branche ;
- de suivre les activités régionales sectorielles.

4.3. Décisions

À l'occasion de chaque décision, le collège des employeurs et celui des salariés doivent disposer d'un nombre égal de voix. Pour égaliser les voix de chaque collège, la règle suivante est appliquée :

- chaque collège dispose au total d'un nombre de voix égal au résultat de l'opération : (nombre de membres présents du collège employeurs) x (nombre de membres présents du collège salariés),
- chaque membre dispose ainsi d'un nombre de voix égal au nombre de membres présents du collège auquel il n'appartient pas.

Article 5 | *Durée de l'accord*

L'accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 6 | *Date d'application*

L'accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Article 7 | *Dépôt*

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales.

Article 8 | *Révision de l'accord*

Le présent accord pourra, à tout moment, faire l'objet d'une révision dans le cadre d'un avenant conclu dans les mêmes conditions et forme.

Toute demande de révision doit être portée à la connaissance des autres parties signataires par lettre recommandée avec avis de réception et être accompagnée de propositions écrites.

Article 9 | *Dénonciation*

L'accord peut être dénoncé, totalement ou partiellement, conformément aux dispositions légales en vigueur. La dénonciation est notifiée par son auteur par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des autres organisations signataires ou adhérentes et déposée par la partie la plus diligente auprès des services du ministère du travail et du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion du présent accord.

Article 10 | *Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés*

Les modalités de désignation d'un OPCO sont indépendantes de la taille de l'entreprise employant lesdits salariés. Dès lors, le présent accord est applicable à l'ensemble des entreprises et ne prévoit pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Fait à Paris, le 4 juillet 2019.

(Suivent les signatures.)